

Cet instrument de délégation doit être lu de concert avec les notes supplémentaires, lesquelles définissent les restrictions et limites financières. Toutes les valeurs monétaires inclues les taxes applicables.		POUVOIRS ADMINISTRATIFS DÉCOULANT DE LÉGISLATION SPÉCIFIQUE			
		EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA (Incluant Famille, Enfants et Développement social / Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Travail / Accessibilité / Aînés)			
		Domaine de compétence	Accréditation des établissements d'enseignement	Copies certifiées conformes et extraits conformes de documents officiels	Loi sur les immeubles fédéraux et les biens immobiliers fédéraux
Niveau de délégation	Référence législative	Loi de l'impôt sur le revenu 118.5(1)(a)(ii), 118.6(1)(a)(ii)	Loi sur la preuve au Canada Articles 24, 25 & 26	Loi sur les immeubles fédéraux et les biens immobiliers fédéraux Article 3 & Sous-article 16(3)	Règlement relatif aux rentes sur l'État Article 6
	Titres de postes / Échelons hiérarchiques	En vertu des sous-alinéas 118.5(1)a)(ii) et 118.6(1)a)(ii) de la Loi de l'impôt sur le revenu, les titulaires des postes suivants ont le pouvoir délégué de certifier, en mon nom, les établissements d'enseignement qui dispensent des cours, autres que les cours menant à des crédits universitaires, qui fournissent à une personne des compétences pour lui permettre d'exercer un métier ou d'améliorer ses compétences relatives à un métier.	En vertu des dispositions des articles 24, 25 et 26 de la Loi sur la preuve au Canada, les titulaires des postes suivants ont le pouvoir délégué par le Ministre d'émettre des « copies certifiées conformes » ou des « extraits conformes » des documents officiels du ministère.	En vertu de l'article 3 de la Loi sur les immeubles fédéraux et les biens immobiliers fédéraux situés dans une région du Canada, les titulaires des postes suivants sont autorisés par le Ministre à exercer au nom du ministère tout pouvoir conféré au ministre sous le régime de la Loi sur les immeubles fédéraux et les biens immobiliers fédéraux, y compris le pouvoir de signer un instrument et le pouvoir accordé au ministre aux termes du paragraphe 16(3) de cette Loi.	En vertu de l'article 6 du Règlement relatif aux rentes sur l'État, les titulaires des postes suivants sont autorisés par le Ministre à contresigner les contrats de rentes et leurs avenants conformément à la Loi relative aux rentes sur l'État.
1.1	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social (EDSC)	F	F	F	F
1.2	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail	F	-	-	-
2.1	Sous-ministre d'EDSC / Président de la CAEC	F	F	F	F
2.4	Sous-ministre délégué principal	F	F	F	F
2.5	Sous-ministre délégué	F	F	F	F
9.1	Dirigeant principal des finances, DGDPP	-	F	F	-
10.1	Adjoint au dirigeant principal des finances, DGDPP	-	F	-	-
10.2	Directeur général principal, Direction intégrée de la responsabilité et de comptabilité ministérielle - DIRCM, DGDPP	-	F	-	-
10.3.1	Directeur général, Biens immobiliers, gestion du changement et services régionaux (BIGCSR), DGDPP	-	-	F	-
10.5	Directeur exécutif, Gestion nationale des biens immobiliers, BIGCSR, DGDPP	-	-	F	-
11.1 12.1	Directeur principal / Directeur - DIRCM, DGAPF	-	F	-	-
11.5	Directeur principal / Directeur, Direction générale des services de ressources humaines (DGSRH)	-	F	-	-
13.1	Spécialistes fonctionnels - DIRCM, DGAPF	-	F	-	-
13.4	Gestionnaire / Chef d'équipe, DGSRH	-	F	-	-
14.2	Sous-ministre adjoint - Direction générale de l'apprentissage (DGA)	F	-	-	-
14.5	Sous-ministre adjoint régional - Région de l'Atlantique	-	-	-	F
15.1	Directeur général - PCPE, DGA	F	-	-	-
15.8	Directeur général - Direction générale des affaires publiques et relations avec les intervenants	-	F	-	-
16.9	Directeur de Centre Service Canada	-	F	-	-
16.10	Directeur - Services de traitement et de paiements, Service Canada - Atlantique	-	-	-	F
16.11	Directeur principal / Directeur - PCPE, DGA	F	-	-	-
17.6	Gestionnaire, Rentes et subventions incitatives aux apprentis, Service Canada	-	-	-	F

P Désigne l'exercice des pleins pouvoirs en conformité avec les lois pertinentes et les instruments de politique appropriés du Conseil du Trésor et du gouvernement.